



largement repris dans le *Competitiveness Compass* de la Commission européenne, permettrait d'augmenter significativement les échanges intra-UE. Pour compenser une baisse de 1 % des exportations vers les États-Unis, il suffirait d'augmenter de 0,12 % les échanges intra-UE. Une hausse limitée des exportations vers les pays voisins proches de l'Europe, mais non membres de l'UE, suffirait également<sup>2</sup>. Il est donc encourageant de constater que l'UE a signalé sa ferme intention de rester ouverte à des accords commerciaux avec tous les partenaires qui le souhaiteraient—et en a même conclu trois tout récemment, avec la Suisse, le Mercosur, et le Mexique ; des rapports récents suggèrent qu'elle pourrait même réduire certains droits de douane de la « nation la plus favorisée » en réponse à la menace de Trump de mettre en place des droits « réciproques ». Cela permettrait d'abaisser le taux moyen de ses tarifs extérieurs et de stimuler le commerce.

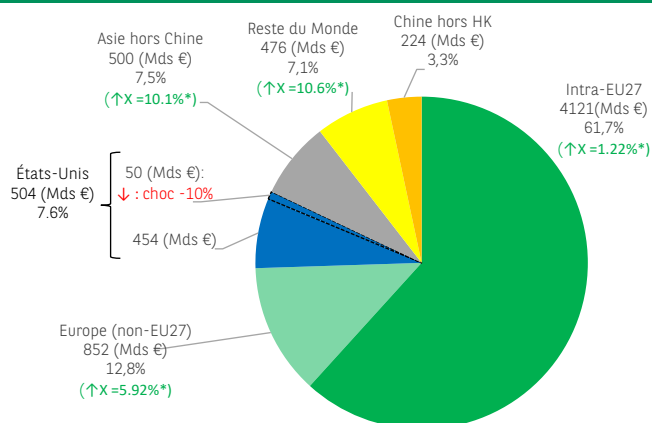
**4. L'Europe peut combler le vide laissé par les États-Unis en matière de transition énergétique.** Le fait que le gouvernement américain mette en pause, voire qu'il inverse ses efforts pour limiter le réchauffement climatique constitue incontestablement une mauvaise nouvelle pour la planète. Cela pourrait néanmoins profiter à l'économie européenne sur un point au moins : la fin de la puissante incitation, que constituent les subventions promulguées par le président Biden, dans le cadre de la mal nommée *Inflation Reduction Act* (loi sur la réduction de l'inflation), pour stimuler l'investissement vert aux États-Unis. Maintenant que l'UE redouble d'efforts pour décarboner son économie et soutenir la R&D et les investissements dans ce domaine, son attractivité pour les capitaux soucieux de l'environnement (qu'ils viennent de l'intérieur ou de l'extérieur de l'UE) sera amplifiée.

**5. L'Europe offre des politiques économiques prévisibles et stables.** Dans les démocraties, l'incertitude politique va et vient souvent en fonction des cycles électoraux. En 2024, elle était élevée tant en Europe qu'aux États-Unis, en raison d'élections prévues (États-Unis, Parlement européen) ou non (France et Allemagne). Aujourd'hui, le brouillard s'est largement dissipé en Europe, et les perspectives politiques aux niveaux européen et national sont désormais assez prévisibles sur un horizon pluriannuel. Au contraire, aux États-Unis, en raison du style unique d'élaboration des politiques du président Trump, l'incertitude reste extrêmement élevée, et elle le restera probablement. Qu'il s'agisse de droits de douane, de politique budgétaire, d'immigration, et donc d'inflation et de taux d'intérêt (à court et à long terme), personne ne peut savoir avec certitude à quoi s'attendre, et le champ des résultats possibles est vaste, entre très positifs et très négatifs en passant par moyens. Ce n'est pas un contexte porteur pour les décisions d'investissement ou d'embauche.

Certes, rien ne garantit que l'Europe dépasse les attentes, et encore moins que sa croissance surpasse celle des États-Unis, à quelque horizon de temps. Mais elle dispose de bonnes cartes en main et elle est consciente de l'urgence à les jouer.

Isabelle Mateos y Lago

## EXPORTATIONS DES PAYS MEMBRES DE L'UE PAR DESTINATION



\* Toutes choses égales par ailleurs, une diminution de 10 % (soit EUR 50 mds) des exportations vers les États-Unis demanderait à l'Union européenne 27 d'accroître ses exportations de X % vers la zone concernée pour compenser le manque à gagner. Par exemple, les exportations vers Europe non EU27 devraient augmenter de 5,92 %, en supposant que les exportations vers les autres zones restent constantes.

GRAPHIQUE 2

SOURCES : EUROSTAT, BNP PARIBAS  
GRAPHIQUE : TARIK RHARRAB

<sup>2</sup> Certains ont fait valoir que si le monde entier tente de compenser la perte du marché américain, la concurrence sera intense et les exportations auront du mal à se développer. Mais le marché américain ne disparaîtra vraiment que si son déficit commercial disparaît, et cela ne se produira que si et quand le gouvernement fédéral dégagera des excédents budgétaires, ou les ménages et les entreprises des excédents suffisamment importants pour compenser les déficits béants du gouvernement. En l'absence d'un effondrement spectaculaire des investissements, cela semble hautement improbable dans un avenir prévisible.

